

Politique

L'Europe entre néofascistes et néonazis

L'extrême droite est attendue en forte hausse ce dimanche aux législatives au Portugal, pays qui se pensait immunisé par la longue dictature de Salazar. Après l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne... L'après-guerre est décidément finie.

Avec son Front national à 10 %, 15 % et davantage, la France a longtemps fait figure d'exception en Europe. Impossible chez nous après Hitler, affirmaient les Allemands (et, *mezzo voce*, les Autrichiens). Pas chez nous après Mussolini, reprenaient les Italiens. Même certitudes affichées dans l'Espagne d'après Franco et le Portugal d'après Salazar... C'est fini, l'après-guerre est terminée, le souvenir des dictatures nées dans les années 20 et 30 semble effacé. Dans ces cinq pays qu'on croyait immunisés, l'extrême droite est en plein essor, et même au pouvoir en Italie.

Dieu, la patrie et le foot

Dernier en date le Portugal, où les législatives devraient enregistrer dimanche une forte progression de Chega, promis à la troisième place après seulement cinq années d'existence. Son leader André Ventura, 40 ans, ancien juriste devenu commentateur de football, mène campagne sous le slogan "Dieu, patrie, famille et travail", emprunt direct (avec l'ajout de « travail ») au dictateur Salazar,



Congrès à Lisbonne en novembre du groupe Identité et démocratie (ID) avec Tino Chrupalla (Afd), André Ventura (Chega) et Marine Le Pen (RN). Photo Sipa

qui a dirigé le Portugal de 1933 à 1974.

André Ventura est un ancien militant du parti conservateur PSD, de la même manière que l'Espagnol Santiago Abascal venait du Parti populaire, et que les fondateurs de l'Afd étaient d'anciens membres de la CDU. Comme tous ses comparses européens, il prend pour cible les étrangers – y compris « les pèlerins d'Afrique et du Moyen Orient entrés par milliers » au Portugal en août pour les Journées mondiales de la jeunesse (JMJ) catholique. Il oppose enfin un nationalisme agressif à une Union européenne supposée impérialiste.

Au-delà de ces invariants, les

contextes varient. Chega bénéficie du rejet de neuf années de gauche au pouvoir, conclues sur un retentissant scandale de corruption. Les nationalistes de Vox ont surfé sur les indépendantismes basques et catalans, l'Afd a engrangé contre la crise de l'euro et sur le ressentiment des Allemands de l'ex-RDA, le FPÖ prospère sur l'essoufflement du bipartisme autrichien.

Le modèle italien

L'Italie, enfin, comme le plus souvent en politique européenne, a montré la voie d'une droite ultra-décomplexée passant insensiblement de Silvio Berlusconi à Matteo Salvini puis à

Giorgia Meloni.

Les cinq se ressemblent, mais ne s'assemblent pas au Parlement européen. André Ventura a accueilli en novembre à Lisbonne le congrès d'Identité et démocratie (ID), avec les dirigeants de l'Afd, du FPÖ – et Marine Le Pen, venue dire qu'elle souhaite avec eux « changer l'Union européenne », en opposition claire à la présidente de la Commission. Absents de Lisbonne, Fratelli d'Italia et Vox, qui appartiennent au groupe des conservateurs (CRE) et sont prêts à travailler avec Ursula von der Leyen. Mais les lignes bougent – rendez-vous après les élections.

● Francis Brochet

Comprendre ► Représentativité dans les sondages

► Chega, en français, « Ça suffit » (2019) : les sondages le donnent à 17 % aux législatives de dimanche, après 7,4 % en 2022.

► Vox (2013) : son leader Santiago Abascal assume une continuité avec Franco. Gouverne plusieurs villes et la région de Valence en coalition avec les conservateurs. Crédité de 10 %.

► Fratelli d'Italia, « Frères d'Italie », comme le début de l'hymne italien (2012) : issu de l'Alliance nationale, elle-même héritière du MSI, mouvement néofasciste fondé après la guerre, auquel a appartenu la jeune Giorgia Meloni. Au pouvoir depuis 2022. En tête des sondages avec 28 %.

► Afd (Alternative für Deutschland), « Alternative pour l'Allemagne » (2013) : fondé contre l'euro, vite infiltré par des néo-nazis. Entre au Bundestag en 2017. Sa tête de liste aux Européennes dénonce « le grand remplacement ». Crédité de 19 %, deuxième parti devant le SPD de Scholz.

► FPÖ (Freiheitliche Partei Österreichs), « Parti libéral d'Autriche » (1955) : son premier président est un ancien général SS. Le FPÖ a participé à un gouvernement conservateur au début des années 2000. En tête des sondages avec 28 %.

Éthiopie

Cinq ans après, le crash d'un Boeing « un peu oublié »

« Je ne dors plus depuis cinq ans. Je passe mes journées et mes nuits à suivre le dossier, communiquer avec les avocats, échanger avec les familles du monde entier. » Fatiguée, mais pas résignée, Catherine Berthet préside l'association Vol ET 302 - Solidarité et Justice, qui compte plus de 300 adhérents de 35 nationalités, créé après le crash d'un Boeing de l'Ethiopian Airlines le 10 mars 2019, six minutes après son décollage de l'aéroport de la capitale éthiopienne. Cette habitante de la région parisienne, originaire de Saône-et-Loire, a perdu sa fille Camille, 28 ans, dans ce crash, qui a tué 157 personnes.

Depuis, elle dédie sa vie à ce dossier et passe son temps entre France et États-Unis, où une grande partie du dossier judiciaire est instruite – en raison de la nationalité du constructeur.

Revoir la fiabilité des 737 MAX

Si Catherine s'est portée partie civile dans l'instruction judiciaire pour homicide involontaire qui a été ouverte par le pôle "accidents collectifs" du parquet de Paris, c'est avant tout aux États-Unis qu'elle agit. Ce qui l'a à la fois « anéantie » et « remobilisée », c'est la décision du ministère américain de la justice de passer un "accord de

poursuite différée", en janvier 2021, au Texas, avec Boeing : « En résumé, l'avionneur a reconnu des fraudes et accepté de payer des amendes. En échange de quoi, au bout de trois ans de respect de certaines conditions, l'inculpation de l'entreprise pourrait être retirée. C'est un arrangement, qui ne prend absolument pas en compte les victimes. Nous militerons pour que l'avionneur réponde vraiment de ses actes, pour que s'ouvre une procédure criminelle. »

Mais le combat de Catherine est plus large : « Il faut que les avions 737 MAX soient cloués au sol, pour revoir leur fiabilité

et leur sécurité. C'est un minimum qu'on doit aux victimes. » Le crash du 10 mars 2019 a entraîné la suspension de vol de tous les Boeing 737 MAX après un premier accident, celui du vol Lion Air 610 en 2018, pour des raisons similaires. Forte de sa volonté de mener ses actions à leur terme, Catherine Berthet est aussi déçue du peu de soutien : « Aux États-Unis, le vol 302 ou l'état des avions de Boeing sont des sujets d'actualité. En France, on est un peu oubliés... Il n'y avait que 10 Français à bord, le sujet n'intéresse pas grand monde. Mais je reste vaillante. »

● Hervé Bachelard



Catherine Berthet, portant la photo de sa fille, à Fort Worth, au Texas en 2023. Photo AFP/Shelby Tauber